

Collectif Les Morts de la Rue

« En accompagnant ces morts, nous agissons aussi pour les vivants »

Paris, le 26 novembre 2008

Appel à nos gouvernants et élus

Comme tous les six mois à l'entrée de l'hiver, nous célébrons la mémoire des 158 morts dans la rue depuis l'été dernier. Ce week-end Francis est décédé seul, dans le Bois de Vincennes, dernier refuge et ultime demeure. Il survivait là, le long des périphériques, dans ces zones inhabitables qui deviennent le mouvoir des SDF. Combien d'autres sont condamnés à cette même errance qui s'achève par la mort ?

Depuis le début de l'année 2008, le collectif a dénombré plus de 265 personnes mortes dans la rue, dans des voitures, dans des cabanons, dans des conditions indignes d'un pays comme la France. Nous pouvons ajouter également les personnes qui se sont défenestrées, se suicidant pour éviter une expulsion, pour fuir la misère.

Cette année, à l'aube d'une crise dont on ne mesure pas encore les dramatiques conséquences sociales, le collectif rejoint les autres associations qui lancent un cri d'alerte : malgré quelques promesses et d'insuffisants progrès, le scandale de la mort causée par la rue persiste et s'amplifie.

A terme, nous demandons aux pouvoirs publics la définition rapide d'une véritable politique nationale de la grande pauvreté qui n'existe pas. Elle s'inscrirait dans une politique du logement social, mais joindrait deux exigences indissociables, logement adapté et accompagnement. Car l'expérience des associations démontre que rien ne se fera sans les deux.

Mais dans l'immédiat, nous souhaitons la mise en œuvre, au plus vite, d'un véritable plan d'urgence permettant l'hébergement, l'accueil et le dialogue avec la personne en situation de détresse sociale.

Plus de 100 000 personnes vivent à la rue, plus de 600 000 vivent dans des conditions de logement difficiles. La crise, la récession et le chômage accentuent les précarités. Chacun d'entre nous est désormais concerné. Les menaces n'épargnent plus ceux qui se pensaient pourtant à l'abri de la précarité.

A quelques jours de la célébration du soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, il convient d'affirmer que les valeurs de la démocratie sont en cause lorsqu'elle ne parvient plus à maintenir le lien social en assurant la dignité, la sécurité et la justice pour l'ensemble des citoyens.

Ceux qui meurent dans la rue, sous le regard indifférent d'une société qui se détourne de ses obligations morales, en appellent à de nouvelles formes de solidarités. Faute d'initiatives immédiates et de réponses adaptées, notre société se rendrait complice de leur mort par abandon.

Nous attendons un signal fort, une mobilisation à la hauteur des enjeux, la mise en œuvre d'une politique enfin soucieuse des principes d'égalité et de fraternité.

Collectif les morts de la rue